

La gestion des crises dans le monde arabe Contexte et défis

Dr. MEKHZOUMI Lotfi

université d'El-oued -Algerie

lotfimekhzoumi39@gmail.com

Mr. HASSANI Hocine

université d'Alger03 -Algerie

hassani_hocine@yahoo.fr

Mr. DJOUADI Issam

université d'El-oued -Algerie

issam0djouadi@gmail.com

Received:2017

Accepted: 2017

Published: 2017

Résumé:

L'accomplissement du potentiel économique des Etats arabes en mutation convient en prioritairement de la détermination de leurs dirigeants. Néanmoins la communauté internationale, le FMI inclus, est capable d'assurer une prérogative éminente. En tenant compte du repli, il semble formellement que les récentes années nous n'avons pas convenu une pertinente réflexion à l'amplification des crises socioéconomiques et à la dissimilitude des aubaines économiques. Les bouleversements des nations arabes nous ont subséquemment contraints à rétrograder et à remanier nos exhortations de politique économique vis-à-vis des Etats subissant la transformation. Malgré tout notre dynamisme aux alentours de la communauté des pays du monde arabe en transformation, et principalement convoitant le raffermissement macroéconomique et les politiques d'accompagnement de l'essor économique, nous n'avons pas, jusqu'à l'heure, étalé en partie les politiques macroéconomiques et structurelles qui nous s'avèrent primordiales en vue de prémunir l'équilibre et lancer les socles d'une croissance solide, permanent.

Les mutations engagées dans les pays arabes ces trois dernières années étaient la locution d'un souffle des habitants à raffermir la représentation et la coopération, cependant également celle d'une désillusion croissante à l'encontre d'un entourage économique où les horizons d'emploi étaient exceptionnels et où les rapports s'avéraient plus déterminantes que le mérite afin d'être capable de jouir des résultats de la croissance économique. À partir de cette période, l'ensemble des nations du monde arabe opérationnalisent leur propre programme de réforme politique et constitutionnelle, néanmoins sont dans l'obligation de guérir des faiblesses macroéconomiques agacées, à cause, notamment, des effets d'une préjudice de la disposition mondiale, régionale et nationale quant à la crédibilité du secteur privé et à la croissance. À court terme, les visions économiques persistent prospères et enclines à des périls baissiers. Dans cette disposition, la conservation de l'équilibre macroéconomique subsistera une primauté haute pour les années ultérieures.

Il faut néanmoins que les pouvoirs publics déclenchent encore d'importants plans de réformes pour redonner aux économies nationales plus d'énergies et plus d'activité, pour générer davantage d'emplois et pour permettre des opportunités équitables à toutes les couches sociales. En sautant des réformes économiques et financières enfoncées, la relance économique accentuée ne sera pas suffisante pour garantir dans quelques années une authentique réduction des taux de chômage culminants, notamment omniprésents dans les classes sociales des jeunes et des femmes.

Cet exposé tente de bourrer cette déficience et, en procurant les synthèses de notre pensée, nous désirons concourir à la discussion de l'heure portant sur les politiques à adopter dans les Etats arabes concernés par le passage.

Nous souhaitons en conséquence que cet article servira comme document essentiel, entre autres, aux autorités et divers meneurs et animateurs des nations arabes en bouleversement, et également à la corporation internationale les escortant; la finalité consiste à rendre souple la conversion économique qui rétorquera aux aspirations et aux attentes des peuples jeunes et actifs de ces Etats.

ملخص:

وفاء للإمكانيات الاقتصادية للدول العربية في تطوير الأولوية المناسبة لتحديد قاداتهم. إلا أن المجتمع الدولي، بما في ذلك صندوق النقد الدولي، قادر على توفير حق البارزين. استناد إلى الركود يتجلى أن الفترة الأخيرة بصفة مطلقة لم يحدث فيها إجماع حول

التضخيم انعكاس ذات الرابط من الأزمات الاقتصادية والاجتماعية وكذا التباين في الصفقات الاقتصادية. وكانت الوثبات المعنية في البلدان العربية طوال الأربع أعوام السابقة إثبات للذات في الصرح الدولي لتدعيم التمثيل والشراكة، فضلا عن النكسات المتضاعفة ضد مناخ اقتصادي ذي آفاق وكانت العمالة غير معتاد عليها وحيث بينت التقارير أكثر عزما من الأهلية من أجل جعلها قادرة تتعم بنتائج النمو الاقتصادي. من تلك الحقبة، وجميع البلدان العربية تفعيل برنامج الإصلاح السياسي والدستوري المعني بها، ورغم ذلك فإنها مجبرة على شفاء ضعف الاقتصاد الكلي، هذه الدراسة تسعى لسد ذات العجز وإتاحة موجز تفكيرنا، ونحن نود عبر مقالنا إثراء النقاش بخصوص السياسات التي بوسعنا تطبيقها في البلدان العربية المواكبة لموجة المسار الانتقالي.

نصوب، في آخر المطاف، لجعل هذا النص بمثابة وثيقة مرجعية بين أقرانها من الدراسات، لأصحاب القرار ومختلف قادة وزعماء البلدان العربية التي تعبر الأزمة، مع سند المجموعة الدولية. طموحا لتسليس الانتقال الاقتصادي وتحقيق تطلعات الشباب خاصة وشعوب هذه البلدان عموما.

Abstract in english

The fulfillment of the economic potential of Arab States in evolving appropriate priority to the determination of their leaders.

However the international community, including the IMF, is capable of providing an eminent prerogative. Mutations involved in Arab countries over the past three years were the expression of a breath of the people to strengthen the representation and cooperation, however, also that of a growing disillusionment against an economic environment where the horizons of employment was exceptional and where the reports proved more decisive than the merit to be able to enjoy the results of economic growth.

This paper attempts to fill this deficiency and providing summaries of our thinking, we want to contribute to the discussion of the day on policies to be adopted in Arab states involved in the transition.

We hope, therefore, that this article will serve as a key document, among others, the authorities and various leaders and leaders of Arab nations in upheaval, and also to the international corporation escorting; the purpose is to make flexible economic conversion that retort to the aspirations and expectations of young people and assets of these states.

Introduction générale

Les mutations politiques dans le monde arabe ont inscrit des horizons de conversion économique. La situation politique se change et de nouveaux acteurs voient le jour pendant que les vieilles alliances d'intérêts dissipées aux réformes ont certainement gâché de leur puissance. La disposition pareille pourvoit une véritable opportunité afin de reconsidérer la tactique globale de réforme économique et s'assailir aux vieux dossiers, laborieusement accessibles jadis.

Pourtant, après plus de quatre années depuis l'amorce du passage politique dans les Etats arabes, nous pouvons enregistrer la gestion délicate des transformations et d'exécution des réformes économiques vitales. Les nations arabes en transformation, que ce soient ceux ayant procédé à une modification de système comme c'est le cas de la Tunisie, la Lybie, l'Egypte ou le Yémen, ou encore ceux ayant abordé une mutation sur le plan politique en place à l'image de s'est qui s'est déroulé au Maroc et la Jordanie, se sont bien lancé dans ce processus. La déficience des perspectives et de facultés chez autant des décideurs, les ambivalences institutionnelles et les contractions socioéconomiques ont, à des grades diversifiés suivant les Etats, embarrassé les pouvoirs publics dans l'ajustement de leur attention sur la transformation économique.

Par ailleurs, les problèmes de gestion économique ont été aggravés par la complexité de la conjoncture intérieure et extérieure, l'érosion des marges d'agissements financières et une croissance trop maigre afin de diminuer le taux de chômage frappant de plein fouet ces Etats. Ils se discernent alors face à un virage

concluant. Une gouvernance économique attentive, jointe à de robustes efforts de réformes afin de proliférer un climat qui incitatif d'une croissance issue du secteur privé, deviendra fondamental concrétisant les engagements des mutations arabes quant au perfectionnement du niveau de vie, croissance plus diligente et plus raisonnablement répartie, et génération de nombre prépondérant d'emplois.

Les Etats arabes en mutation s'offusquent à des tourments économiques remontant à des années. Déjà avant même que jaillissent les transformations à l'année 2011, la croissance économique par habitant et l'incorporation dans l'économie mondiale de ces pays entraînaient des nations émergentes et celles en développement, et la compétition ne s'avérait pas peser sur les marchés locaux respectifs. Le taux de chômage était culminant, atteignant même le double de la moyenne des Etats émergents/ développement, notamment parmi la jeunesse où on enregistre le record mondial. Beaucoup avaient la sensation que les gains de la croissance étaient monopolisés par un cercle réduit d'individus puissants, cependant des catégories exhaustives de la société se voyaient exclues.

Abondamment de nations détenaient une pesante dette publique, et quelques uns recelaient des carences financières importantes. Les nations arabes en mutation bordaient habituellement les actions de leurs taux de change, ce qui secourait à l'ancrage de l'inflation, cependant assemblait également un inépuisable amont de fragilité.

Le secteur privé a perdu de vitalité indispensable afin d'approvisionner une croissance constante pionnière d'emplois, entravé par la forte intervention de l'État et la pénurie de règles du jeu justes entre les compagnies étatiques et privées et entre les entreprises privées elles-mêmes a ralenti la compétition et l'innovation. La représentation des pouvoirs publics en matière de la productivité et du soutien d'une croissance active et de productivité s'est glissée progressivement.

Cet exposé étale des préceptes de réformes indispensables dans le volet de la politique économique en faveur des nations arabes en mutation. Effectivement, toute nation développera son propre maquette de réforme proportionnellement à son contexte initial et de ses objectifs, cependant un certain nombre de domaines leur seront partagés. Le plan de cet article est organisé comme suit : le chapitre 1 traite des fondements théoriques autour de la notion des crises et les raison de leur apparition ; le chapitre 2 énonce les raisons réelles des crises dans le monde arabe ; le chapitre 3 examine Evaluation des mécanismes de gestion des crises dans le monde arabes ; le chapitre 4 soulève les risques d'application des solutions opérationnelles de gestion des crises dans le monde arabe et le chapitre 5 clarifie l'expérience de quelques pays dans la gestion des crises.

Chapitre I : Les fondements théoriques autour de la notion des crises et les raison de leur apparition

Les écueils attachés à l'accession au crédit, à l'incorporation commerciale, aux investissements dans les infrastructures, ainsi qu'au marché du travail et au système éducatif ont pareillement entravé la croissance et l'implication pertinente du secteur privé. L'accès des entreprises au crédit bancaire est dans le bas de l'échelon planétaire, raison ayant réduit l'investissement privé. Au motif de la carence d'incorporation commerciale et de politiques d'accompagnement, les exportations de la région été restées très en deçà de leur masse virtuelle. Une législation du travail inappropriée a démotivé les recrutements, et le secteur public a généralement constitué le rang d'employeur principal, ce qui a déformé le marché du travail et le système éducatif et que l'État n'est plus en mesure de préserver cette cadence.

En en plus, les nations arabes en mutation, à l'image des autres nations de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) globalement, ont préservé un étendu système de subventions universelles en tant que configuration capitale de assistance sociale. Ces subventions sont dérisoires et elles bénéficient de sorte

incommensurable aux plus riches, et elles avalent des revenus capables de servir à l'acquittement des débours clairement prioritaires dans des domaines infrastructurel, sanitaire et éducatif.

Ces complications se sont appuyées à l'avènement des transformations à partir de 2011, avec l'accroissement de l'aspiration au perfectionnement des niveaux de vie. Les nations arabes en passage ont consenti un ralentissement économique dû aux changements originaires des mutations, aux rivalités régionales, aux visions politiques obscures, à l'abandon de compétitivité, à une disposition économique extérieure peu opportune suite à la crise en Europe, autant qu'à une crise de crédibilité. Cette réduction a alourdi la corvée du chômage, exprimé une stagnation du niveau de vie, et assurément restreint le potentiel de croissance à moyen terme de certaines nations. Ces vérités économiques marchaient franchement à l'opposé des souhaits des citoyens qui espéraient une conversion économique porteuse de générosités promptes, car concepteur d'emplois et générateur de revenus. La poussée démographique est telle que, d'après les projections de référence fondées sur une croissance du PIB d'environ 4.25 % dans les nations arabes en mutation importateurs de pétrole à l'horizon de 2018, le chômage devrait grimper davantage. En outre, les insuffisances financières et l'endettement public se sont accrus aussi, et les réserves de change ont été beaucoup amputées, ce qui borne véritablement les vues de politique économique expansionniste dans le cycle ultérieur.

Dans de telles circonstances, les nations arabes en mutation sont devant le péril de se discerner prisonniers d'une sphère vicieuse de stagnation économique et de luttes sociopolitiques accentuées. Si les vérités économiques désillusionnent les attentes des citoyens, le mécontentement risque d'enfler, ce qui pourrait assombrir encore les mutations politiques, en bornant les pouvoirs et la perspective de planification des pouvoirs publics et en les contrecarrant alors de la prise des dispositions indispensables en vue de soutenir le perfectionnement de la conjoncture économique dont ces nations ont amplement besoin.

Les mutations politiques ont en conséquence non pas fécondé exclusivement de nouvelles opportunités de modification économique, toutefois également l'exigence d'hâter les réformes économiques. Une gestion énergique de l'économie et des pondérations propres à perfectionner le climat des affaires sont obligatoires afin de décamper une sphère altérée et engendrer à l'opposé une sphère angélique, où les politiques ajustées ressuscitent la crédibilité et accouchent une croissance sociétale. La confortation du contexte économique est capable désormais de coopérer à l'apaisement du mécontentement et, puis faciliter les mutations politiques.

Les nations arabes en mutation doivent se munir d'une clairvoyance à moyen terme qui aide de podium aux politiques désignées à décrire leur avenir économique. Les buts seront distincts suivant les nations, proportionnellement aux espoirs de leurs populations; néanmoins partout ils devront accompagner un modèle économique garantissant des modalités de compétition plus justes, souscrire une incorporation plus pesée dans l'économie mondiale et engendrer un espace opportun au secteur privé afin qu'il puisse stimuler la croissance et générer considérablement d'emplois pour une population active croissante. Les nations devront en outre implanter les infrastructures et le corpus juridique primordiaux, et occasionner les prestations élémentaires et une assistance sociale pointée.

Les réformes des dépenses doivent bouleverser le système d'assistance sociale en substituant des subventions universelles coûteuses et inopérantes par des transferts mieux conduits à l'avantage de la couche sociétale nécessiteuse et fragile. En plus, la maîtrise de la masse salariale consentirait de vaincre les raideurs des dépenses et d'inciter des stratégies budgétaires encourageant à la fois la praticabilité des finances publiques et la génération d'emplois dans le secteur privé. Quant aux recettes, il est indispensable de s'ancrer à grossir l'assiette fiscale et à promouvoir la productivité de l'encaissement des impôts. Une partie des nations arabes en mutation détiennent de la marge essentielle en vue de remettre l'impôt sur le revenu davantage ascendant et rehausser les taux des droits d'accise et des impôts fonciers. Cet ensemble de

mesures rendrait le système plus équitable tout en libérant des ressources étroites à des dépenses privilégiées dans les investissements infrastructurels dans les secteurs sanitaire et éducatif.

D'autre part, il est nécessaire que les dispositions à brève échéance de se consigner dans une bordure tactique à échéance intermédiaire claire à conserver et conforter l'équilibre économique. Devant les incertitudes croissantes que provoquent l'accessibilité de la dette et l'usure des marges d'agissements externes et financières, les nations doivent arranger leur politique budgétaire dans un horizon à échéance intermédiaire qui prémunit l'équilibre macroéconomique et la soutenabilité de la dette.

Les nations vont devoir raccorder les politiques monétaires et de change. Chacune devra estimer les avantages et les inconvénients du système de l'équilibre fixe relativement aux fluctuations du taux de change. Il faudra poursuivre la maîtrise de l'inflation et mettre en œuvre les prévisions inflationnistes. Simultanément, il est primordial à échéance intermédiaire d'endurer la demande globale devant une maigre croissance et au besoin de réajustement du budget. Aussi, il le rétablissement des flux de capitaux s'avère utile, afin de convertir la diminution des réserves. Dans ce cadre, il est indispensable de commander une politique monétaire et de change véridique qui diminue l'effet des chocs palpables, supporte les pondérations butant à augmenter la compétitivité, maîtrise l'inflation et débouche donc la piste pour une croissance permanente et génératrice d'emplois. Les nations qui adopteront une plus éminente élasticité du change devront octroyer un nouveau point d'ancrage à la politique monétaire et relever les capacités techniques de la banque centrale, pendant qu'un régime de l'égalité constante contraint l'alignement d'une manière réduite la politique budgétaire sur les objectifs macroéconomiques.

Il deviendra indispensable d'inciter le développement du secteur financier pour escorter la relance et amplifier l'accès au crédit en vue de financer l'investissement et la croissance. La rivalité entre les banques est étroite, les prêts sont axés sur les grandes entreprises bien établies, l'infrastructure financière laisse fréquemment à vouloir et les marchés de capitaux sont sous-développés. Pour cela, il resterait considérablement à conquérir d'un plus grand développement financier et d'un meilleur accès au crédit, inappréciable atout pour pousser l'investissement, la croissance et la génération d'emplois. Les réformes doivent convoiter en premier lieu l'augmentation de la compétition entre les établissements bancaires et à raffermir leur infrastructure financière, à fouiller les marchés de capitaux et amplifier le vivier d'investisseurs et à fournir des dispositifs de financement substitutifs, à l'image du microcrédit et de la finance islamique.

Il s'avèrera prépondérant d'exécuter des programmes de réformes laborieux afin d'exciter l'entreprise privée et protéger l'apparition d'une économie plus pertinente, concurrentielle, innovatrice et intégrante. Afin que la croissance devienne abondamment répartie et constante, il est nécessaire que les nations arrêter progressivement le monopole de l'investissement public en faveur de l'investissement privé, et finir de défendre des entreprises à la recherche de revenus pour encourager à l'inverse une croissance issue des exportations et la prolifération de richesse. Il est primordial de ressusciter la crédibilité du secteur privé et à lancer les soubassements d'une croissance potentielle plus ardente. Parmi les buts privilégiés le bouleversement du secteur public, qui doit stopper la répartition des avantages comme c'est le cas de l'emploi dans la secteur étatique, subventions, rentes économiques et exonérations d'impôts ; et procurer en alternative les prestations économiques élémentaires, une assistance sociale appropriée, une meilleure gestion, une équité en matière des opportunités pour tous les leaders économiques et un environnement compétitif en faveur de l'action privée. Les premiers pas et les buts des réformes varieront d'une nation à l'autre, néanmoins ils devront dans leur ensemble amorcer un plusieurs projets collectifs comme l'incorporation des échanges, la réglementation commerciale et de gestion de l'entreprise, les réformes du marché du travail et du système éducatif, le perfectionnement de l'accès au crédit et amélioration des systèmes d'assistance sociale.

Il faut apaiser les complications et à la austérité de la réglementation de l'environnement des affaires afin de concéder un autonome cours à la pensée de l'entreprise et à l'investissement privé. Il est déterminant de perfectionner les régimes de contre-pouvoirs au sein des établissements de chaque nation en vue d'éluder les affluences despotiques et obscures, et assouplir le socle juridique commercial pour diminuer les désagréments, l'informalité et la corruption. La réforme des institutions et de la réglementation doit viser à éliminer la sphère des autorités arbitraires, à garantir une plus éminente clarté, et à redonner aux institutions plus d'autonomie et comptabilité de leurs opérations.

Les réformes du marché du travail et du système éducatif sont susceptibles de stimuler les recrutements et la coopération à la vie active dans le secteur privé réel. Les nations devront réviser le cadre réglementaire du marché du travail en vue de diminuer les décalages entravent les recrutements et à l'amélioration des compétences, tout en garantissant un niveau approprié d'assistance sociale. Les politiques d'embauche et de paiement dans la fonction étatique doivent être révisées afin de veiller à ne pas recruter en sureffectif et éluder que les rémunérations procurées altèrent les stimulants et refoulent indûment les candidats à l'emploi dans le secteur étatique. Il faudrait perfectionner les régimes éducatifs respectifs et les rediriger vers les compétences qu'exige le secteur privé.

Dans un environnement sociopolitique en transition, il est devenu déterminant de prendre minutieusement en considération de l'économie politique. Les progrès politiques sont confus, les dirigeants de mutation ont une perspective restreinte, de nouveaux leaders se mettent en scène, les réseaux sociaux gagnent du terrain et prennent un rôle accentué dans le paysage politique, la société est au fur et à mesure séduite et la disposition sécuritaire est ardue. Les nations sont alors aux prises avec des défis effrayants dans un champ inexploré.

Un appui grandissant de la communauté internationale sera pour autant nécessaire. Il faut vraiment que les dirigeants demeurent aux commandes et organisent leurs programmes de réformes à travers des plébiscites nationaux, néanmoins il faut également que la communauté internationale accote leurs efforts sur quatre schémas. Les associés bilatéraux et multilatéraux devront persister à leur procurer un consistant appui financier, en accroissement dans quelques situations, de manière à ce que les dépenses publiques soient susceptibles de supporter la croissance et, si nécessaire, assouplir le processus de l'ajustement. Il est encore utile de dégager aux exportations des nations arabes en mutation des débouchés sur les marchés des nations développées, afin d'escorter le redressement économique et relever la croissance potentielle.

Les recommandations de politique économique des associés internationaux sont capables aussi d'être profitables dans autant de domaines de la politique économique. En somme, l'association internationale est susceptible également de collaborer aux concentrations de consolidation des aptitudes en véhiculant du soutien technique et en allouant des formations. Le FMI demeure engagé aux bords des nations arabes en mutation. Ses prestations travaillent en collaboration avec les pouvoirs publics nationaux et leurs sociétaires internationaux dans les volets des politiques économiques, du financement et du renforcement des prédispositions.

CHAPITRE II : les raisons réelles des crises dans le monde arabe

Les politiques monétaires et de change des nations arabes en mutation ont, depuis longtemps, appuyé l'équilibre économique, cependant suite à l'exigence d'envisager parfois des poids de contraction. La majorité de ces nations ont usuellement conçu leur politique monétaire sur l'équilibre du taux de change. Si, généralement, cela leur a autorisé de conserver un maigre niveau d'inflation et un climat économique fixe, quelques nations ont vu leur compétitivité se dégrader constamment du suite à une inflation fortement plus culminante comparativement à leurs principaux associés commerciaux. Depuis l'enclenchement des

processus de mutation à l'année 2011, la conjoncture dans laquelle les politiques monétaires et de change sont exécutées s'est davantage contractée. Plusieurs nations arabes en mutation doivent en conséquence affronter des marges de production et des carences externes régulières exorbitantes, des entrées de capitaux privés en diminution et une exclusive réduction de leur marge d'agissement budgétaire et de leurs marges externes.

L'élasticité étroite du taux de change restreint les choix éventuels de la politique monétaire. Il est pressant de pousser la croissance afin d'inciter la génération d'emplois dans le secteur privé, cependant les facultés de politique budgétaire sont étroites vue l'exigence de se montrer vigilant à la praticabilité des finances publiques (chapitre 2). En parallèle, des déficits budgétaires enfoncés, acquittés majoritairement par des revenus internes, ont parfois renforcé le coût du financement bancaire au profit du secteur privé. L'accroissement éventuel des taux d'intérêt mondiaux sous l'influence d'une consolidation de la reprise aux États-Unis pourrait davantage entériner les modalités de financement internes, notamment dans les nations allouées d'un système de change constant.

Les mutations politiques en cours décernent la chance de réétudier les politiques monétaires et de change. Les conversions économiques et politiques examinées dans le cadre des mutations en exercice conçoivent une nouvelle conjoncture en vue d'une détermination de politiques économiques claires à équilibrer et exciter l'économie à brève échéance et à encourager la croissance à échéance intermédiaire.

II.1. La conjoncture présente des politiques monétaires et des politiques de change

Les nations arabes en mutation se discernent dans une disposition exceptionnelle et une condition externe pénibles. Les mutations politiques qui se sont déployées depuis l'année 2011 se sont escortées de réductions de l'activité économique ayant mené à des écarts de production et à une dégradation du niveau de vie, parfois cruels, et à une amplification du chômage déjà supérieur auparavant. Les conditions externes se sont également dégradées. Les carences commerciales et externes ordinaires chroniquement sérieuses ont doublé depuis le dès le commencement de mutation dans quelques nations.

L'accroissement des prix des importations de produits alimentaires et énergétiques et la réduction des exportations de biens et de services, suite aux tourments sécuritaires et de la déficience de la croissance mondiale, et spécialement de la régression en Europe, ont participé à l'approfondissement de ces défaillances. Conjointement, la diminution de la confiance et les diminutions de note de crédit des États ont limité les flux de capitaux en 2011, et ceux-ci ne se sont que proportionnellement rétablis depuis.

Les réserves de change ont très manifestement décliné. Sur la majorité des cas, excepté la Lybie et la Jordanie, elles ne reconquièrent présentement que certains mois d'importations et doivent être raccommodées afin de se placer confortablement dans la fourchette dévoilée par l'indicateur d'adéquation des réserves (ARA) du FMI, et qui convoite de dissimuler les potentialités liées aux revenus d'exportation, au règlement de la dette, aux flux de portefeuille et à la évasion probable de capitaux.

II.2. Endurer une croissance vigoureuse et constante par des politiques monétaires et de change

Le choix du régime de change est dicté par la structure de l'économie.

Plusieurs facteurs importants jouent, tels que la taille de l'économie, son degré d'ouverture et de développement financier, la diversification de sa production et de ses exportations, sa vulnérabilité aux chocs, son niveau d'inflation, le degré de mobilité de sa main-d'œuvre et des capitaux, le niveau de flexibilité des prix sur les marchés des produits et du travail et, enfin, la qualité de ses institutions.

Les études empiriques ne s'accordent pas sur l'effet des régimes de change sur les performances macroéconomiques². De récents travaux empiriques du FMI sur le choix du régime de change apportent une réponse plus équilibrée au débat sur la question de savoir quel régime convient en suggérant qu'il n'y a «pas de panacée». Ils concluent aussi que des arbitrages importants doivent être opérés pour le choix du régime de

change entre les objectifs visés des performances économiques (inflation et croissance), la vulnérabilité aux chocs réels ou nominaux et la facilité de l'ajustement extérieur³.

a. Inflation et croissance

L'arrimage du taux de change permet utilement d'ancrer les anticipations inflationnistes. Il a en effet été clairement établi dans les travaux publiés qu'il s'accompagne d'un plus faible niveau d'inflation que les régimes de change plus flexibles grâce à cet ancrage des anticipations d'inflation qu'il permet et à la stabilité macroéconomique qu'il procure⁴. Les régimes conventionnels de parité fixe de la Jordanie, du Maroc et de la Libye se sont effectivement accompagnés de taux d'inflation inférieurs de 4 points en moyenne à ceux observés dans les autres pays arabes en transition depuis l'année 2000.

Les régimes intermédiaires sont associés à une croissance plus rapide d'après les observations internationales.

b. Chocs réels et nominaux

La nature et l'ampleur des chocs auxquels un pays doit faire face sont des considérations importantes dans le choix du régime de change. Les chocs exogènes réels (comme les chocs liés aux termes de l'échange) ou les chocs exogènes nominaux (comme une hausse de l'inflation chez les partenaires commerciaux) sont plus faciles à absorber avec des régimes de change flexibles.

Les taux de change plus flexibles ont cela de caractéristique qu'ils facilitent l'ajustement extérieur. De récents travaux empiriques reposant sur des données des trente dernières années montrent que les régimes de change flottants sont associés à un ajustement extérieur plus calme et plus rapide alors que les régimes moins flexibles le sont à de plus gros déficits et à des interruptions brutales. Il semble que l'on retrouve bien ce schéma dans les pays arabes en transition : l'Égypte, la Tunisie et le Yémen — pays à régime de change plus flexible — manifestent, dans l'ensemble, de plus faibles déséquilibres extérieurs que ceux à système de parité fixe.

c. Structure de l'économie

Les économies non diversifiées qui reposent sur l'exploitation de ressources naturelles tirent moins avantage de la flexibilité du taux de change que celles qui ne disposent pas de telles ressources. Comme indiqué plus haut, lorsque les possibilités de redistribution des dépenses entre les biens échangeables et non échangeables sont limitées, les variations du taux de change n'ont que peu d'effet sur les positions extérieures et la croissance. En revanche, le manque de diversification des exportations implique que les recettes d'exportation peuvent être instables et fluctuer avec les cours internationaux des produits de base, ce qui, avec un régime de change flexible, conduirait à de fortes fluctuations du taux de change. Pendant la phase ascendante du cycle des prix des produits de base, cela produirait une appréciation sensible du taux de change préjudiciable aux efforts de diversification économique, et il semblerait qu'en pareil cas les recettes exceptionnelles tirées des produits de base seraient dépensées plutôt qu'investies à l'étranger pour les générations futures.

II.3. Exhortations

Sur la base de ces critères, chaque pays devra peser les avantages et les inconvénients respectifs de l'arrimage et de la flexibilité du taux de change.

L'inflation devra être maîtrisée et les anticipations inflationnistes bien ancrées.

Il est en même temps important à court terme de veiller à ce que la demande globale ne pâtisse pas de la faiblesse de la croissance et de l'assainissement budgétaire nécessaire. Les flux de capitaux doivent en outre

être rétablis pour inverser la baisse des réserves. Il faudrait pour cela une politique monétaire et de change crédible qui réduise l'impact des chocs réels, soutienne les mesures visant à améliorer la compétitivité, maîtrise l'inflation et ouvre ainsi la voie à une croissance stable et créatrice d'emplois. Cela impliquerait, dans les pays optant pour une plus grande flexibilité du taux de change, qu'ils trouvent un nouveau point d'ancrage pour leur politique monétaire et que les capacités techniques de la banque centrale soient renforcées, tandis que le choix de l'arrimage du taux de change s'accompagne du risque d'un accroissement continu des vulnérabilités (y compris une surévaluation du taux de change et une montée potentielle de la dollarisation et des risques bilanciaux) et implique la nécessité d'aligner davantage la politique budgétaire sur les objectifs macroéconomiques.

Les pays qui optent pour une plus grande flexibilité du taux de change devront probablement préparer le terrain. Les banques centrales devront sans doute accroître leurs capacités, surtout si elles souhaitent cibler l'inflation (voir plus loin). La présence de mécanismes permettant de couvrir les entreprises et les ménages contre les risques de change réduirait en outre l'effet potentiellement négatif de l'instabilité du taux de change, et l'existence de marchés locaux de capitaux suffisamment étoffés pourrait offrir aux entreprises une autre option que celle de l'émission de titres d'emprunt libellés en devises.

CHAPITRE III : Evaluation des mécanismes de gestion des crises dans le monde arabes

Les systèmes financiers des nations arabes en mutation auraient plus à gagner de réformes privilégiant l'équilibre et l'essor financiers. Nonobstant la dimension importante des banques, la compétition demeure étroite dans le secteur bancaire, puisque plusieurs établissements sont sous le contrôle de l'État, et une forte proportion du crédit est accaparée par certains gros créanciers bien conduits dans les sphères bancaires. Le secteur financier non bancaire demeure, lui aussi, piètrement développé. La plupart des entreprises ont, en conséquence, perpétuellement très peu accès aux moyens de financement, ce qui confirme tout le bénéfice que l'on peut attendre de détermination encourageant un développement inclusif du secteur financier. Conjointement, le niveau élevé de prêts stériles remarqué dans pas mal de systèmes bancaires clarifie qu'il est primordial de favoriser les opérations souscrivant la consolidation de la stabilité financière.

III.1. Cadre juridique contrôle macroprudentiel

Le régime macroprudentiel est dans l'obligation de s'adosser sur tout un bouclier de mécanismes afin de se substituer aux déficiences associées et décliner le péril systémique. Les pouvoirs publics centraux sont exhortés d'approprier les dispositifs macroprudentiels aux faiblesses régionales. Tant d'instruments sont susceptibles d'agir sur l'ensemble de risques accumulés dans le temps, dont les volants dynamiques de fonds propres obligeant les banques à provisionner pendant les périodes fastes pour couvrir les pertes sur prêts, la modulation sectorielle des pondérations des risques pour couvrir les nouveaux prêts accordés dans des secteurs qui accumulent trop de risques, les quotités de prêt destinées à réduire le risque systémique résultant des alternances d'expansions et de récessions sur les marchés immobiliers, et les mesures visant à limiter les engagements liés aux prêts en devises.

III.2. Réseaux de sécurité financière lors de gestion des crises

L'adoption d'une surveillance efficace fondée sur le risque et le renforcement des capacités et des ressources des autorités de supervision restent des tâches prioritaires et délicates. Les normes de fonds propres doivent mieux refléter le profil de risque de chaque établissement ainsi que les risques macroéconomiques. Il faut pour cela avancer dans l'application d'une surveillance fondée sur le risque afin de pouvoir définir les exigences de fonds propres supplémentaires. Les autorités de surveillance devraient s'efforcer d'adopter rapidement les normes de Bâle pertinentes et envisager d'imposer un volant de conservation de fonds propres dans la ligne de Bâle III.

En affinant le modèle actuel de filets de sécurité financière et de gestion des crises, il est possible de réduire l'aléa moral. La démarche actuelle a certes assuré la stabilité du système financier en intervenant pour éviter les faillites bancaires, mais elle a aussi eu un effet dissuasif en ce sens que les investisseurs privés se sentent moins obligés de surveiller la santé des établissements financiers. Le cadre existant aurait donc tout à gagner d'améliorations visant à renforcer la discipline de marché. La modernisation du dispositif de garantie des dépôts est un volet important. Un système explicite et bien conçu de couverture limitée peut renforcer la discipline de marché tout en protégeant les petits déposants contre les pertes éventuelles.

Il sera de plus en plus important d'amplifier la sphère de la réglementation prudentielle. À mesure que les systèmes financiers gagneront en diversité et en complexité, il faudra élargir le champ de vision pour ne plus se limiter à la réglementation et la supervision bancaires. L'expérience internationale montre que la seule réglementation bancaire ne permet pas de détecter les risques systémiques (Carvajal *et al.* 2009).

CHAPITRE IV : les risques d'application des solutions opérationnelles de gestion des crises dans le monde arabe

La croissance par habitant a donc accusé un certain retard sur les autres régions, même avant le début des transitions en 2011. À cela s'ajoutait le sentiment grandissant que les fruits de la croissance économique revenaient dans une large mesure à quelques privilégiés, tandis que le plus grand nombre se sentait marginalisé. La création d'emplois était insuffisante pour une population croissante, d'où un chômage élevé et un faible taux de participation à la population active.

Les nations arabes en transition se heurtent depuis des années à des défis économiques structurels. Nombreux sont ceux qui, avec le temps, ont fait la transition d'une économie impulsée par l'État à un système reposant davantage sur la croissance induite par le secteur privé. La concurrence sur les marchés intérieurs et l'intégration économique avec le reste du monde restent néanmoins limitées, l'emploi dans le secteur public demeure bien plus important que dans les autres régions du monde, et les pays arabes en transition n'ont pas été en mesure de mobiliser le dynamisme économique qui a permis d'accélérer les gains de productivité et d'opérer la transformation économique dans les pays émergents et les pays en développement d'autres régions.

Pour combler ce déficit de 2¼ millions d'emplois, il faudrait un taux de croissance annuel moyen de 6¼ %, compte tenu de la réactivité pour l'heure insuffisante de l'emploi à la croissance. Il sera difficile de générer une croissance aussi élevée, et il faudra donc également accroître la réactivité de l'emploi à la croissance. Les pays devront donc s'employer résolument à créer un climat où le secteur privé peut générer une croissance.

IV .1. Un organigramme en faveur des réformes

L'expérience internationale montre qu'une réforme des subventions est souvent difficile à mettre en œuvre. Les pays qui se lancent dans une réforme se heurtent souvent à des obstacles, dont le manque d'information du public et une prise de conscience insuffisante de l'ampleur et de l'inefficience des subventions; l'opposition de certains groupes bénéficiaires (le secteur des transports, l'industrie manufacturière à forte consommation d'énergie, par exemple); le fait que l'opinion publique doute que les gouvernements utiliseraient les économies résultant de la réforme des subventions pour financer une autre forme de protection sociale et d'autres dépenses prioritaires ou pour réduire la dette; les craintes d'un impact net négatif sur les pauvres; les préoccupations quant aux effets sur l'inflation et la volatilité des prix, par-delà les prix des produits énergétiques; une perte de compétitivité, surtout dans les secteurs grands consommateurs d'énergie; et des conditions macroéconomiques peu favorables au début des réformes qui viennent exacerber un grand nombre des préoccupations indiquées plus haut.

La stratégie de réforme devrait se centrer sur l'élimination progressive des subventions universelles pour les remplacer par des dispositifs de protection sociale plus efficaces. Cette suppression s'appuie sur de

solides arguments qui démontrent l'inefficacité des subventions universelles comme moyen de protection sociale. À leur place, des dispositifs de protection sociale renforcés et mieux ciblés peuvent assurer une protection plus efficace sur le plan des coûts et mobiliser un volume de ressources au départ limitées pour financer d'autres dépenses prioritaires et réduire la dette.

À la lumière de ce qui précède, il importe de bien programmer la réforme des subventions. L'expérience des pays souligne six facteurs qui maximisent les chances de réussite (FMI, 2013b, 2014) :

- Des mesures d'atténuation ciblées à l'intention des pauvres, examinées ci-dessous.
- Un vaste plan de réforme du secteur énergétique, établi en consultation avec les parties prenantes.
- Un relèvement des prix progressif et correctement agencé, qui évite les hausses fortes et soudaines.
- Une amélioration de l'efficacité des entreprises publiques pour réduire les subventions à la production.
- Accroître les dépenses des dispositifs de protection sociale et améliorer leur couverture, en créant de nouveaux programmes et en développant ceux qui sont les plus efficaces.
- Investir dans l'infrastructure en créant des registres communs de bénéficiaires pouvant servir à plusieurs programmes et en modernisant les mécanismes de prestation de services, comme les cartes à puce, les paiements par téléphone portable et les paiements au comptoir des agences bancaires.
- Établir l'ordre de priorité des interventions propres à renforcer le capital humain, avec notamment des programmes de transferts monétaires conditionnels et des programmes de «travail contre argent».
- Mettre l'accent sur la solidité de la gouvernance et de la responsabilisation dans les dispositifs de protection sociale pour en améliorer l'efficacité et réduire la corruption.
- Sensibiliser les populations pauvres et vulnérables et les informer sur les dispositifs de protection sociale dont ils peuvent bénéficier.

Plusieurs pays arabes en transition enregistrent déjà des progrès dans ces domaines. Le Maroc a commencé à regrouper ses programmes et a étendu la portée de son programme Tayssir de transferts monétaires conditionnels destinés aux familles ayant des enfants scolarisés. Le Yémen a réformé et étendu son fonds d'aide sociale en instaurant une formule de critères représentatifs des moyens d'existence et en renforçant les capacités de prestation de services. La Jordanie va dans le sens du ciblage axé sur la pauvreté et, dans le contexte de la réforme de la subvention aux combustibles engagée en 2012, a mis en œuvre un système de transferts monétaires pour indemniser une grande partie de la population.

Des efforts sont encore nécessaires pour améliorer les résultats dans le domaine social et accompagner les transitions économiques. Les pays ont certes entamé une réforme de leur régime de protection sociale, mais ils doivent redoubler d'efforts pour les améliorer et les moderniser et, en renforçant leur efficacité, mobiliser des ressources au départ limitées pour financer les dépenses prioritaires et réduire le déficit.

IV.2. Conforter les statistiques de l'économie

La crise financière mondiale montre qu'il est important d'anticiper les sources de risques budgétaires et financiers pour pouvoir accompagner la stabilité macroéconomique et la croissance inclusive. Les pays arabes en transition ont considérablement avancé dans le renforcement de leurs systèmes statistiques, et l'Égypte, la Jordanie, le Maroc et la Tunisie souscrivent à la Norme spéciale de diffusion des données NSDD du FMI. Ils doivent cependant développer davantage les statistiques de comptabilité nationale, de finances publiques et de balance des paiements ainsi que les statistiques monétaires et financières pour améliorer leur disponibilité, leur couverture, leur fréquence et leur actualité.

La couverture des entreprises d'État et des institutions financières publiques reste limitée elle aussi, sauf au Maroc et en Égypte. Les statistiques de balance des paiements pourraient généralement gagner à présenter plus de détails sur les comptes financiers. Une solution aux difficultés liées à la gestion des

systèmes d'information et des bases de données pour le contrôle bancaire permettrait d'accroître l'exactitude des données et de réduire les longs délais de communication des indicateurs financiers.

CHAPITRE V : Expérience de quelques pays dans la gestion des crises

Les nations arabes en transition s'engagent dans des réformes macroéconomiques et structurelles ardues, dans un contexte sociopolitique délicat. Les autorités nationales font face à une situation économique défavorable, qui réclame la mise en œuvre urgente de réformes dans un grand nombre de domaines, même si les défis liés aux conditions sociopolitiques leur rendront la tâche difficile.

La réussite de la transformation économique passe par une action concertée. Dans un contexte défavorable, la tâche est complexe et nécessite une maîtrise poussée de l'économie politique et une stratégie de communication dynamique. Il faut établir un calendrier de réforme bien pensé, privilégiant en premier lieu les mesures qui seront les plus payantes; les gouvernements doivent aussi faire preuve de souplesse afin de saisir les occasions de réforme quand elles se présentent. Un soutien de la communauté internationale renforcé et bien coordonné est également essentiel.

Économie politique et communication

IV.1. Série des réformes

- Les transitions politiques sont complexes, car un certain nombre de pays doivent encore adopter une nouvelle constitution et élire des gouvernements stables, et non plus transitionnels.
- L'incertitude institutionnelle accentue les risques politiques. L'absence de liens clairs entre les différentes institutions ainsi que les carences ou l'inexistence de certaines institutions freinent le processus de réforme et retardent la mise en œuvre du programme de transformation économique.
- De nombreuses réformes ont des effets non négligeables sur la répartition du revenu et peuvent donc susciter très tôt des résistances.

Certains intérêts particuliers ont été affaiblis durant la transition tandis que d'autres sont sans doute mieux à même d'influencer la politique économique que les nouveaux venus. En outre, les luttes de pouvoir et la recherche de rente qui opposent, d'un côté, l'ancienne élite et les intérêts particuliers, et, de l'autre, les nouveaux acteurs augmentent l'incertitude politique et peuvent aussi avoir un effet dissuasif sur le travail de réforme.

- Bien que plusieurs pays arabes en transition se soient dotés de gouvernements de coalition, les parties à ces coalitions peuvent poursuivre des objectifs différents. Ces divergences peuvent compromettre des réformes ayant des effets importants sur la répartition du revenu. En outre, l'inexpérience des nouveaux gouvernants est souvent un obstacle à l'élaboration et la conduite des réformes.
- Dans la plupart des pays arabes en transition, la situation s'est dégradée sur le plan de la sécurité.

La polarisation s'est accentuée selon différents axes : politique, ethnique, religieux et économique. Les facteurs de mécontentement, et avant tout le chômage élevé des jeunes, n'ont pas disparu, voire se sont aggravés dans bien des cas. Les répercussions des conflits régionaux exacerbent les problèmes de polarisation et de sécurité.

De surcroît, les institutions économiques dont les nouveaux gouvernements ont hérité ont besoin d'être renforcées.

- La primauté du droit est la condition essentielle pour que les institutions et les dirigeants aient la confiance des investisseurs comme celle des citoyens, mais il reste d'énormes progrès à faire dans ce domaine, d'autant plus qu'il y a désormais un décalage considérable entre l'établissement d'une règle et son application, après une longue période de stagnation institutionnelle, voire de délabrement des institutions dans certains pays arabes en transition. L'expérience d'autres pays montre que, pendant le processus de transition politique, il est souvent difficile d'instaurer l'état de droit, car les autorités tendent à privilégier les tâches les plus

urgentes nécessaires au fonctionnement de la démocratie, c'est-à-dire l'adoption d'une constitution et la tenue régulière d'élections¹.

- Fonder la fonction publique sur le mérite est indispensable pour accroître l'efficacité de l'État et faciliter le changement. Les pays arabes en transition sont en retard dans ce domaine; dans bon nombre d'entre eux, les incitations et les formations étaient jusqu'ici insuffisantes pour permettre de gérer les décisions de plus en plus complexes liées aux politiques publiques. En outre, dans plusieurs pays arabes en transition, la perception de l'efficacité des pouvoirs publics (portée et qualité des services publics, professionnalisme et indépendance des fonctionnaires, qualité de la formulation et de la mise en œuvre de la politique économique, crédibilité de l'engagement des gouvernants en faveur de ces politiques) s'est progressivement dégradée.

- Une autorité indépendante chargée de la concurrence est également nécessaire pour faciliter l'arrivée sur le marché de nouvelles entreprises et leur activité dans tous les secteurs de l'économie, contenir les tendances monopolistiques et favoriser l'efficacité économique.

La faisabilité des réformes peut aussi être limitée par des capacités administratives insuffisantes pour concevoir et appliquer les mesures requises. Les agents du changement indispensables à la promotion des réformes peuvent déjà être excessivement mobilisés et ne plus pouvoir se focaliser sur les objectifs prioritaires. Des réformes complexes peuvent ainsi se révéler infaisables à court terme, car elles nécessiteraient au préalable de définir un agencement rigoureux prévoyant d'investir pour renforcer les capacités avant de lancer les réformes.

La stratégie de réforme doit être adaptée au contexte particulier de chaque pays et à la nature spécifique des réformes envisagées. Il n'existe pas de méthode universelle, mais l'expérience acquise dans le cadre des travaux menés par le FMI et d'autres institutions de la région MOAN, de même que les études d'économie politique, aboutit à un certain nombre de conclusions qui peuvent être utiles aux gouvernements des pays arabes en transition chargés d'élaborer et de conduire des réformes.

Pour obtenir un changement durable, il faut s'appuyer sur les partisans des réformes et sur des institutions performantes et crédibles. Des citoyens convaincus de l'utilité des réformes sont indispensables pour soutenir le processus, mais, en l'absence d'institutions solides, les mesures décidées peuvent rester lettre morte ou être rapidement révoquées. Dans le cas des subventions énergétiques, par exemple, les réformes ne peuvent généralement réussir et durer que si le nouveau mécanisme de tarification est dépolitisé et fondé sur des règles, ce qui peut réduire le risque de le voir supprimé par la suite. De même, des institutions solides, comme une banque centrale indépendante ou un système bancaire performant et soumis à une surveillance efficace, sont essentielles pour réussir la transition d'un régime de change administré à un régime plus souple. Cela ne doit pas empêcher les responsables de la politique économique d'appliquer les mesures techniques qui sont souvent moins polémiques, mais néanmoins indispensables au succès des réformes.

Tout processus de réforme économique doit s'appuyer sur une communication efficace. Des campagnes d'information publique devraient être organisées pour sensibiliser une population plus large aux évolutions prévues de la politique économique, expliquer la logique des réformes proposées et recueillir le soutien du public, souligner les bénéfices escomptés pour la société dans son ensemble et certains groupes en particulier, et créer des attentes réalistes concernant les objectifs susceptibles d'être atteints. Avec l'émergence des médias sociaux et les liens entre les différents réseaux médiatiques, les gouvernements ont plus intérêt que jamais à miser sur une communication efficace pour plaider en faveur des réformes.

V.2. Appui de l'association internationale

Les partenaires bilatéraux et multilatéraux devront continuer de fournir des financements substantiels, voire les augmenter, pour que les dépenses publiques puissent soutenir la croissance et rendre le rythme des

ajustements plus tenable. On constate en particulier que les concours importants accordés par des pays du CCG à certains pays arabes en transition ont contribué à réduire les besoins d'ajustement immédiats dans une conjoncture marquée par la raréfaction des échanges commerciaux et des flux de capitaux. Une plus grande prévisibilité et une meilleure coordination des efforts des bailleurs de fonds avec les programmes macroéconomiques des pays arabes en transition pourraient encore accroître l'efficacité des aides fournies.

Un soutien plus important de la communauté internationale est indispensable au succès des réformes. Même si chaque pays doit garder la main et définir ses propres programmes de politique économique en s'appuyant sur des consultations nationales à grande échelle, la communauté internationale doit soutenir les efforts des pays arabes en transition à quatre niveaux :

Il faut aussi améliorer l'accès des exportations des pays arabes en transition aux marchés des pays avancés pour soutenir la reprise économique et augmenter le potentiel de croissance, et compléter ainsi les mesures destinées à réformer le commerce.

V.3. Un appui renforcé des donateurs est indispensable

Depuis le début du processus en 2011, les pays arabes en transition ont bénéficié de soutiens financiers substantiels de la communauté internationale, dont plus de la moitié provenait de pays du CCG. D'après les projections de référence pour 2014–15, leurs besoins de financement extérieur demeureront importants, aux alentours de 50–60 milliards de dollars par an. Pourtant, même en disposant de financements extérieurs suffisants pour couvrir ces besoins, la croissance économique annoncée dans les projections de référence ne permettra pas de relever le principal défi économique qui attend les pays arabes en transition, à savoir le fort taux de chômage.

La croissance à court terme et l'emploi pourraient être stimulés par un programme bien conçu en faveur d'investissements publics qui créeraient des emplois, même si des aides extérieures seraient également nécessaires, 24 milliards de dollars sur les cinq prochaines années. Ces concours supplémentaires devraient être assortis de conditions concessionnelles pour préserver la viabilité de la dette, surtout dans les pays très endettés, et ne pas aller au-delà des capacités d'absorption des pays concernés. Il est donc crucial que la communauté internationale s'efforce d'apporter un soutien financier plus important aux pays arabes en transition.

Dans ce contexte, le FMI a préconisé d'ajuster progressivement les déficits budgétaires importants pour remettre les budgets sur des trajectoires viables tout en limitant les effets négatifs à court terme sur la croissance et le chômage, compte tenu de la conjoncture sociopolitique difficile. Le FMI a conclu des accords financiers avec la Jordanie, le Maroc, la Tunisie et le Yémen, pour un montant total d'environ 10 milliards de dollars. Ses services sont en phase de discussion avancée avec le Yémen pour signer un accord subséquent à l'aide fournie en 2012; ils travaillent aussi en concertation avec la Libye pour définir les politiques à suivre et renforcer les capacités, et sont prêts à étudier un accord financier avec l'Égypte quand elle le demandera. Le FMI a prodigué des conseils de politique économique et contribue au renforcement des capacités dans tous les pays arabes en transition; en coordination avec les différents gouvernements de la région, il a aussi intensifié sa communication avec toutes les parties prenantes, y compris des organisations de la société civile, le monde universitaire et les parlementaires.

Conclusion générale

Depuis l'année 2011, le FMI exhorte ses suggestions proportionnellement aux défis attachés aux mutations. Dans cette bordure dans le volet politique, les mutations enclenchées à cette date et devant la dégradation des circonstances sociopolitiques, quant aux dettes publiques respectives et aux crises budgétaires et externes graves, le FMI avertit dorénavant les nations arabes en mutation de concentrer sur la consolidation de l'équilibre macroéconomique en axant l'effort sur la génération d'emplois et sur les dispositifs au profit d'une croissance plus actionnaire. Il a conseillé notamment d'aborder un assainissement

ascendant des finances publiques pour rétablir les soldes budgétaires sur un circuit durable tout en bordant les conséquences à brève échéance sur la croissance et l'emploi.

Dans les nations arabes en mutation jouissant de programmes du FMI avant le début des transformations de 2011, le FMI appuyait particulièrement des politiques macroéconomiques prudentes, assurant l'équilibre et de la croissance, toutefois la multiplication des crises socioéconomiques n'a pas été convenablement tenue en compte. C'était principalement en vue de conforter l'équilibre macroéconomique et la croissance à échéance intermédiaire, quoique, avec le repli, il est évident que l'exigence de garantir à tous des opportunités similaires quant aux débouchés économiques et d'emploi a été démesurément omise.

S'inspirant de l'inflation économe et de l'inertie de la relance dans la région, il a identiquement prôné la cooptation de politiques monétaires plus conciliantes. Le FMI s'appuie davantage sur la croissance associée et l'économie politique. Se rendant compte que les révoltes populaires des nations arabes en mutation diffusaient en partie l'ambition à une distribution plus immense et plus juste des aubaines économiques, le FMI concède actuellement une position atténuée aux épreuves apitoyant à la croissance associée. Il a exhorté notamment de déclencher des réformes économiques de taille afin d'endiguer le chômage chronique et garantir une distribution plus appropriée des richesses et le perfectionnement des facultés présentées aux entrepreneurs et aux investisseurs, en appuyant l'ouverture aux échanges, en progressant la stabilité et l'accès au système financier, ainsi que les systèmes d'assistance sociale. Il a pareillement dévoilé un instrument critique souscrivant de mieux appréhender les rapports entre croissance et emploi. Vu la disposition sociopolitique ardue dans les nations arabes en mutation, le FMI avantage mieux les volets de la réforme appartenant à l'économie politique, par l'avènement d'une conférence nationale, l'implication de la population dans programmes économiques et une communication efficiente relatives aux destinations de la politique économique.

En effet, de véritables recommandations s'imposent : les mutations politiques discernent une opportunité à jamais d'allécher les conversions économiques essentielles. Ces mutations ont nourri une opportunité exceptionnelle de critiquer contexte persistant depuis longtemps et les gains obtenus qui l'entretenaient. Ce processus est au milieu d'une sphère vertueuse où conversion économique et mutation politique se consolident réciproquement afin de répliquer aux attentes des nations arabes en transition. Ces derniers possèdent d'énormes atouts pour assurer le dynamisme de leurs économies, surtout pour une population active jeune, un accès grandissant aux technologies, un positionnement géographique unique au carrefour de plusieurs continents et des cibles touristiques glorieuses. Une harmonie judicieuse de politiques s'accotant sur une clairvoyance de l'économie politique et l'appui de l'association internationale est susceptible de pousser les nations arabes en mutation à accomplir leur potentiel et satisfaire les ambitions populaires.

Bibliographie:

- 1) Acosta-Ormachea, S. and J. Yoo; Tax Composition and Economic Growth; IMF Working Paper N° 12/257, Washington: International Monetary Fund, 2012.
- 2) Ahmed Masood, D. Guillaume, and D. Furceri; Youth Unemployment in the MENA Region: Determinants and Challenges, in Addressing the 100 Million Youth Challenge: Perspectives on Youth Employment in the Arab World in 2012; Geneva: World Economic Forum, 2012.
- 3) Alvarez de la Campa A.; Increasing Access to Credit through Reforming Secured Transactions in the MENA Region; World Bank Policy Research Working Paper 5613, Washington: World Bank, 2011.
- 4) Amin Magdi, Ragui Assaad, Nazar al-Banana, Kendal Dervish, Raj M. Desai, Nave S. Dillon, Ahmed Gala, Hafez Ghana, Carol Graham, and Daniel Kaufmann; After the Spring-Economic Transitions in the Arab World; New York: Oxford University Press, 2012.
- 5) Anzoátegui D., M. Martinez Persia and R. Rocha; Bank Competition in the Middle East and North Africa Region; World Bank Policy Research Working Paper 5363, Washington: World Bank, 2010.
- 6) Acerbic, Alan J. and Yuri Gorodnichenko; Measuring the Output Responses to Fiscal Policy; American Economic Journal, African Bank of Development, Jobs, Justice, and the Arab Spring: Inclusive Growth in North Africa, Tunis, 2012.
- 7) Barrajás Adolfo and Ralph Chami ; Finance : état des lieux, Finances & Développement, vol. 50, 2013.

- 8) Barro Robert J.; Inequality and Growth Revisited; Working Papers on Regional Economic Integration, N° 11, Manila: Asian Development Bank, 2008.
- 9) Baum Anja, Marcos Poplawski-Ribeiro and Anke Weber; Fiscal Multipliers and the State of the Economy; IMF Working Paper N° 12/286, Washington: *International Monetary Fund*, 2012.
- 10) Behar A and C. Freund; The Trade Performance of the Middle East and North Africa; World Bank Middle East and North Africa Region Working Paper N° 53, Washington: *World Bank*, 2011.
- 11) Bhattacharya Rina and Hirut Wolde; Constraints on Growth in the MENA Region; IMF Working Paper 10/30, Washington: *International Monetary Fund*, 2010.
- 12) Bhattacharya Rina and Hirut Wolde; Business Environment Constraints on Growth in the MENA Region; Middle East Development Journal, vol. 4, N° 1, June 2012.
- 13) Crivelli Ernesto, Davide Furceri and Joël Toujas-Bernaté; Can Policies Affect Employment Intensity of Growth? A Cross-Country Analysis, IMF Working Paper 12/218, Washington: *International Monetary Fund*, 2012.
- 14) Dabla-Norris Era, Jim Brumby, Zac Mills, Annette Kyobe, and Chris Papageorgiou; Investing in Public Investment: An Index of Public Investment Efficiency; IMF Working Paper 11/37, Washington: *International Monetary Fund*, 2011.
- 15) Desai Raj M.; Political-Economy Analysis for IMF Operations, Issues and Approaches; Presentation to staff of the IMF Middle East and Central Asia Department, April 15, 2013.
- 16) Felbermayr Gabriel, Benedikt Heid and Sybille Lehwald; Transatlantic Trade and Investment Partnership TTIP Who benefits from a free trade deal? Brussels: *Bertelsmann Foundation*, 2013.
- 17) Fonds monétaire international; Mondialisation et inégalité; Études économiques et financières, Perspectives de l'économie mondiale, octobre 2007.
- 18) Fritz Verena, Kai Kaiser and Brian Levy; Problem-Driven Governance and Political Economy Analysis; Good Practice Framework, Washington: The International Bank for Reconstruction and Development/World Bank, 2009.
- 19) Ghosh A.R., J.D. Ostry and C. Tsangarides; Exchange Rate Regimes and the Stability of the International Monetary System; IMF Occasional Paper 270, Washington: *International Monetary Fund*, 2010.
- 20) Ghosh A. R., M. Qureshi and C. Tsangarides; Is the Exchange Rate Regime Really irrelevant for External Adjustment? Economics Letters, vol. 118, 2013.
- 21) Ilzetzi E., Mendoza E. and Végh C.; How Big Are Fiscal Multipliers? Journal of Monetary Economics, vol. 60, 2013.
- 22) Kandil Magda; Strategy for Inclusive Growth: Sectoral Policy, Education Reform and SMEs Development; Cairo: Egyptian Center for Economic Studies, 2012.
- 23) Klein M.W and J.C. Shambaugh; Exchange Rate Regimes in the Modern Era; Cambridge, MA: MIT Press, 2010.
- 24) Lee J. GM. Milesi-Ferretti, J.D. Ostry, A. Prati and L.A. Ricci; Exchange Rate Assessments: CGER Methodologies; IMF Occasional Paper 261, Washington: *International Monetary Fund*, 2008.
- 25) Madeddu O.; The Status of Information Sharing and Credit Reporting Infrastructure in the Middle East and North Africa; Washington: *World Bank*, 2010.
- 26) MENA Private Equity Association; Annual Report: Private Equity and Venture Capital in the MENA Region; 2013.
- 27) Nier E., Osiński J., Jácome L. and Madrid, P.; Towards Effective Macprudential Policy Frameworks: An Assessment of Stylized Institutional Models; IMF Working Paper 11/250, Washington: *International Monetary Fund*, 2011.
- 28) Pearce D; Financial Inclusion in the Middle East and North Africa: Analysis and Roadmap Recommendations; World Bank Policy Research Working Paper 5610, Washington, 2011.
- 29) Rocha R., S. Farazi, R. Khouri and D. Pearce; The Status of Bank Lending to SMEs in the Middle East and North Africa Region: Results of a Joint Survey of the Union of Arab Banks and the World Bank; World Bank Policy Research Working Paper 5607, Washington: *World Bank and Union of Arab Banks*, Beirut, 2011.
- 30) Rother Bjoern; The Determinants of Currency Crises: A Political Economy Approach; New York: Palgrave Macmillan, 2009.
- 31) Tahari A., P. Brenner, E.D. Vrijer, M. Moretti, A. Senhadji, G. Sensenbrenner and J. Solé; Financial Sector Reforms and Prospects for Financial Integration in Maghreb Countries, IMF Working Paper N° 07/125, Washington: *International Monetary Fund*, 2007.
- 32) Uttamchandani M.; No Way Out: The Lack of Efficient Insolvency Regimes in the MENA Region; World Bank Policy Research Working Paper 5609, Washington: *World Bank*, 2011.
- 33) To